



MAIRIE DE TORSAC

1 Place Jules Richeux
90000
16410 TORSAC
016-211603824-20221026-DP22C0014-AI
Reçu le 20/10/2022
TORSAC
DÉPARTEMENT DE LA CHARENTE
05.45.24.54.20
mairie@torsac.fr

dossier n° DP 16382 22 C0014

date de dépôt : 17/10/2022

demandeur : **Monsieur Jean-Baptiste BUTON**

pour : l'édification d'une clôture grillagée et la pose d'un portail et d'un portillon

adresse du terrain :

168 impasse de Lavalette, Le Plantier
16410 TORSAC

ARRÊTÉ de non-opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de TORSAC,

Le Maire de la commune de TORSAC,

Vu la déclaration préalable présentée le 17/10/2022 par **Monsieur Jean-Baptiste BUTON** demeurant 168 impasse de Lavalette, 16410 TORSAC ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour l'édification d'une clôture grillagée et la pose d'un portail et d'un portillon ;
- sur un terrain situé 168 impasse de Lavalette, Le Plantier, 16410 TORSAC ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18/10/2018, modifié le 23/05/2019, mis à jour le 11/02/2021, modifié le 09/12/2021, mis à jour le 01/04/2022 et notamment le règlement de la zone UB ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées aux articles 2 et 3.

Article 2

La largeur utile de l'accès ne devra pas être inférieure à 4 mètres, conformément à l'article UB 3.1 du règlement du Plan Local d'Urbanisme susvisé.

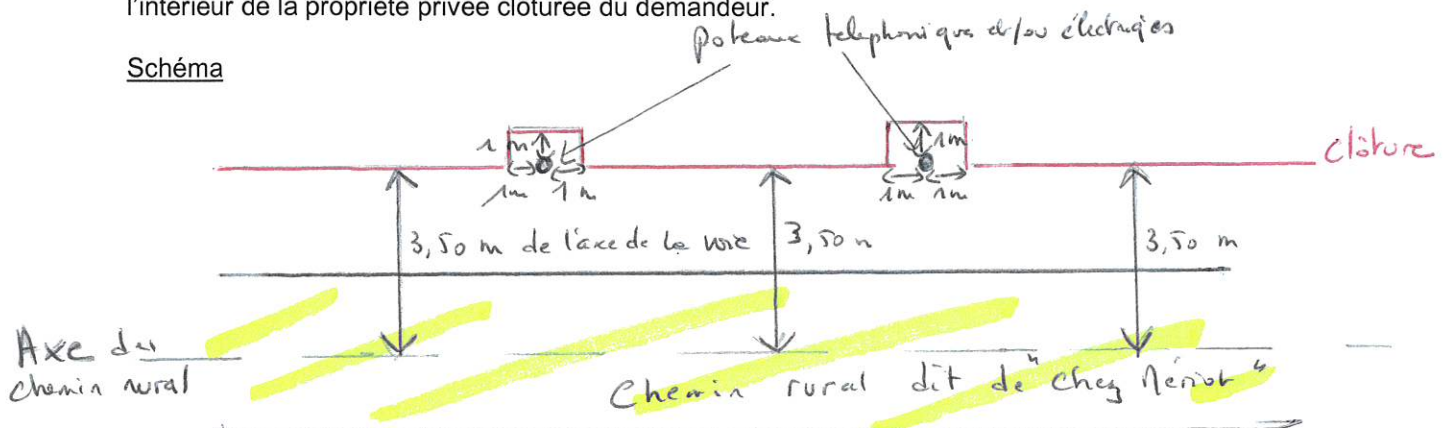
La clôture grillagée sur voie publique devra être doublée de végétaux issus d'essences locales, conformément à l'article UB 10.2 du règlement du Plan Local d'Urbanisme susvisé.

Article 3 : constat de délimitation

La limite assignée au chemin rural dit de « Chez Mériot » au droit de la propriété du demandeur est définie par une emprise **de 3,50 mètres de l'axe de la voie**, conformément au schéma ci-dessous.

Considérant la présence de poteaux électriques et/ou téléphoniques qui doivent être laissés à la disposition des services concernés, la clôture devra être en retrait d'1 mètre autour desdits poteaux (à l'arrière comme sur les côtés). En aucun, les poteaux ne peuvent se trouver à l'intérieur de la propriété privée clôturée du demandeur.

Schéma





AR Prefecture

016-211603824-20221026-DP22C0014-AI

Reçu le 26/10/2022

Certifie exécutoire compte-tenu :

- de l'affichage en mairie de l'avis de dépôt du dossier en date du : 19.10.2022
- de la transmission au représentant de l'état en date du : 26.10.2022
- de l'affichage de la décision en mairie en date du : 26.10.2022
- de la notification de la décision en date du : 26.10.2022

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.